



# Assemblée générale

Distr. limitée  
18 juillet 2001  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-cinquième session

Points 8 et 39 de l'ordre du jour

### Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau

### Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies

**Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Canada, Chili, Chypre, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Italie, Japon, Luxembourg, Malaisie, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, Sainte-Lucie, Samoa, Thaïlande, Tonga, Tuvalu et Vanuatu : projet de résolution\***

### Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification des élections générales à Fidji en août 2001

*L'Assemblée générale,*

*Prenant note* de la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement intérimaire de la République des Fidji pour que les Nations Unies participent à l'observation des élections générales à Fidji<sup>1</sup>,

*Rappelant* sa résolution 54/173 du 17 décembre 2000 sur l'affermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies aux fins du renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes et de l'action en faveur de la démocratisation,

*Notant avec satisfaction* qu'un nombre croissant d'États Membres ont recours aux élections comme moyen pacifique de prise des décisions et d'instauration de la confiance au niveau national, ce en quoi elles contribuent à consolider la paix et la stabilité nationales,

*Prenant note* de la lettre datée du 31 octobre 2000, adressée au Secrétaire gé-

---

\* Pour que l'Assemblée générale puisse examiner le présent projet de résolution, il sera nécessaire de reprendre l'examen du point 39 de l'ordre du jour.

<sup>1</sup> A/55/1016, annexe I.

néral par le Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies au nom des pays membres du Forum des îles du Pacifique<sup>2</sup>, transmettant le communiqué issu de la trente et unième session du Forum, tenue à Tarawa du 27 au 30 octobre 2000, et reconnaissant et approuvant le fait qu'il est nécessaire d'examiner les causes profondes de l'instabilité politique qui règne dans la région,

*Consciente* des bienfaits qu'une démocratie stable à Fidji apportera pour la promotion de la démocratie, de la paix et du bien-être dans la région,

*Prenant note* de la lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et du sucre du Gouvernement intérimaire<sup>3</sup>, qui indique que le Gouvernement intérimaire est résolu à restaurer aux Fidji une démocratie constitutionnelle de plein droit issue d'élections libres et équitables et invite l'Organisation des Nations Unies à observer les élections,

*Réaffirmant* les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>4</sup>, qui stipule que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, que toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics et que cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote,

*Ayant à l'esprit* l'assistance demandée à l'ONU et fournie par elle en 1995, à l'appui de la réforme de la Constitution de 1990 des Fidji, qui avait conduit à la promulgation de la loi de 1997 portant modification de la Constitution de la République des îles Fidji,

*Rappelant* que la vérification du caractère libre et équitable des élections doit porter sur toute la durée du processus électoral, et faisant également observer que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies aux États Membres doit se poursuivre au cas par cas en fonction de l'évolution des besoins des pays qui demandent cette assistance,

*Ayant à l'esprit* les délais actuellement impartis, qui permettent uniquement à l'Organisation d'observer le climat dans lequel se déroulent les élections, la participation, le dépouillement, l'établissement des résultats, les mécanismes de contestation et de règlement, l'annonce des résultats et l'acceptation de ces résultats après les élections,

*Se félicitant* que le Gouvernement intérimaire ait très tôt recours à des élections libres et équitables pour parvenir à restaurer la démocratie constitutionnelle,

1. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à créer la Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification des élections générales à Fidji et de la situation immédiatement après les élections;

<sup>2</sup> A/55/536, annexe.

<sup>3</sup> A/55/1016, annexe II.

<sup>4</sup> Résolution 217 A (III).

2. *Prie* le Secrétaire général d'organiser dès que possible le déploiement de la Mission d'observation afin que celle-ci commence ses fonctions de vérification;

3. *Demande* aux autorités directement intéressées de coopérer pleinement avec la Mission d'observation afin de faciliter l'accomplissement de sa tâche, comme demandé par l'Organisation des Nations Unies;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à cinquante-sixième session de l'application de la présente résolution, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies ».

---